

**DEPARTEMENT DE
LA HAUTE-SAVOIE**

**ARRONDISSEMENT
DE ST JULIEN-EN-
GENEVOIS**

REPUBLIQUE FRANÇAISE

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
ANNEMASSE – LES VOIRONS – AGGLOMERATION**

SIEGE : 11, AVENUE EMILE ZOLA – 74100 ANNEMASSE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU BUREAU**

OBJET :

Séance du : 3 mars 2020

**LANCEMENT DU
CONCOURS DE
MAITRISE D'OEUVRE
POUR LE GYMNASE DE
VETRAZ MONTHOUX**

Convocation du : Mardi 25 février 2020

Nombre de membres en exercice au jour de la séance : 17

Président de séance : Christian DUPESSEY

Secrétaire de séance : Antoine BLOUIN

N° BC_2020_0074

Membres présents :

Guillaume MATHELIER, Christian DUPESSEY, Christian AEBISCHER, Michel BOUCHER, Yves CHEMINAL, Nicole CATASSO, Bernard BOCCARD, Alain BOSSON, Jean-Paul BOSLAND, Antoine BLOUIN, Denis MAIRE, Jean-Luc SOULAT, Gabriel DOUBLET, Jean-Claude LAMBERT, Alain LETESSIER

Excusés :

Jacques BOUVARD, Nadine JACQUIER

Contexte et objectifs

Afin de répondre à l'accroissement démographique du secteur du genevois français, le Département de Haute-Savoie, la commune de Vétraz-Monthoux et Annemasse Agglo ont noué un partenariat pour la construction d'un nouveau collège, d'un anneau sportif, d'un gymnase et des aménagements associés à horizon 2024.

Le gymnase sous maîtrise d'ouvrage Annemasse Agglo permettra d'accueillir en journée les collégiens pour leur pratique sportive, et en soirée les clubs de l'agglomération.

Le CAUE de la Haute-Savoie réalise pour le compte d'Annemasse Agglo une étude de programmation pour la construction du futur gymnase. Cette étude a pour objectifs de préciser le programme architectural et environnemental, de définir les travaux à réaliser et d'en évaluer l'enveloppe prévisionnelle. Le programme défini sera le cahier des charges du concours de maîtrise d'œuvre qui sera lancé au printemps 2020.

Programme de construction :

Le futur gymnase sera implanté au nord de la rue des Fontaines sur une parcelle d'environ 9400 m² au lieu-dit les Petits Prés. Il sera accessible par les collégiens depuis une traversée piétonne sécurisée et desservie par une aire de stationnement de 70 places, mutualisée avec le nouveau collège.

L'équipement sportif, d'une surface totale de 2 820 m², permettra d'accueillir 3 à 4 classes en simultané. Le programme comporte ainsi 3 installations couvertes :

- un gymnase de type E, d'une dimension de 48.20 x 26.30 mètres, qui présente un excellent rapport surface utile / surface totale au regard des activités sportives pratiquées à la fois par les scolaires et par les clubs. L'aire d'évolution sera surmontée par des gradins d'une capacité d'environ 200 places.

- une salle d'escalade, équipée d'une Structure Artificielle d'Escalade, qui permet un apprentissage en salle pour faciliter la pratique en extérieur. Le projet prévoit de séparer l'activité escalade du gymnase.

- une salle sportive annexe de 300 m², qui peut accueillir des activités artistiques, gymniques, des arts martiaux ou du tennis de table.

Les locaux annexes se répartiront en fonction des 3 installations : ils comprennent non vestiaires pour les sportifs, dont les usagers de l'anneau sportif extérieur, des locaux de rangement du matériel, et des espaces administratifs, associatifs et des locaux techniques.

A l'image du collège, le futur gymnase proposera une construction exemplaire en termes d'efficacité énergétique et à faible empreinte carbone tout au long de son cycle de vie. L'utilisation de matériaux bio sourcés et de bois des Alpes sera fortement privilégiée.

Un autre enjeu consistera à garantir l'intégration paysagère de l'équipement et maîtriser son impact dans son environnement en conciliant les différentes échelles de bâti. Le projet devra proposer un espace fonctionnel en adéquation avec le programme de l'opération et tisser un lien étroit et sensible avec le paysage alentour.

Les surfaces du programme, hors circulations, se répartissent entre :

- Un espace d'accueil du public	120 m ²
- Des espaces sportifs,	
o une grande salle type E avec gradins	1400 m ²
o une salle de sport annexe	300 m ²
o une salle d'escalade	182 m ²
o des rangements matériels sportifs	260 m ²
o des sanitaires et vestiaires	220 m ²
- des locaux administratifs	95 m ²
- des locaux techniques	55 m ²

Enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux

Conformément aux dispositions de l'article L. 2421-1 du Code de la commande publique, il appartient au maître d'ouvrage de fixer l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération.

La part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux est arrêtée par le maître d'ouvrage à l'issue des études de programmation. Au regard des éléments de programmation définis ci-avant, celle-ci est fixée à 5 060 000 € HT hors travaux de désamiantage et de dépollution du site.

Concours de maîtrise d'œuvre

Compte tenu de l'enveloppe financière allouée aux travaux, la rémunération de l'équipe de maîtrise d'œuvre, chargée de concevoir et assurer la réalisation du projet, sera supérieure au seuil de procédure formalisée.

La réglementation en matière de commande publique, et notamment l'article R 2172-2 du code de la commande publique, impose de négocier avec le ou les lauréats d'un concours restreint.

Ce concours implique la constitution d'un **jury de concours**, dont la composition serait la suivante :

Collège 1 = Au titre des représentants de la maîtrise d'ouvrage :

- Président du Jury : le président de la commission d'Appel d'offres
- Membres titulaires élus de la commission d'appel d'offres

Collège 2 = Au titre des personnalités dont la participation présente un intérêt particulier au regard de l'objet du concours

- M. le Président du Conseil Départemental de la Haute Savoie, ou son représentant,
- M. le Maire de la commune de Vétraz-Monthoux ou son représentant.

Collège 3 = Au titre du tiers de membres ayant la même qualification ou une qualification équivalente à celle exigée des candidats.

- Un architecte proposé par le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement de Haute-Savoie,
- Un architecte proposé par la Mission Interministérielle pour la Qualité des Constructions Publiques,
- Deux architectes proposés par l'ordre des architectes.

Les membres des collèges 2 et 3 seront invités par le Président du Jury.

Suite à la publication d'un avis d'appel public à la concurrence, le jury analysera les dossiers de candidature reçus et formulera un avis motivé sur la liste des candidats à retenir. Le nombre de candidat admis à concourir est fixé à 3. Les trois équipes admises à concourir par décision du représentant du pouvoir adjudicateur recevront le programme détaillé de l'opération et seront invitées à élaborer un projet y répondant.

Le jury examinera les projets et les classera. Le ou les lauréats seront choisis par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Une prime est allouée aux participants qui ont remis des prestations conformes au règlement de concours. Le montant de cette prime est arrêté conformément aux dispositions de l'article R.2172-4 du Code de la commande publique. Il est égal au prix estimé des études à effectuer au titre du rendu de concours, affecté d'un abattement au plus égal à 20%.

En l'espèce il est proposé de fixer le montant de cette prime à 34 000 € HT. La rémunération de l'attributaire du marché de maîtrise d'œuvre tient compte de la prime reçue.

Le Bureau Communautaire, entendu l'exposé du rapporteur,

Après en avoir délibéré :
A l'unanimité,

DECIDE :

D'APPROUVER la philosophie du projet et la programmation qui en découle,

D'ARRETER le montant de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux à un montant de 5 060 000 € HT,

D'AUTORISER le président ou son représentant à lancer le concours de maîtrise d'œuvre,

DE FIXER le montant de la prime de concours à 34 000 € HT,

DE DIRE que les crédits sont prévus au budget,

D'APPROUVER la composition du jury,

DE DONNER tous pouvoirs au président ou à son représentant pour la bonne application de la présente délibération.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le Président d'Annemasse Agglo dans le délai de deux mois à compter de son affichage ou de sa notification. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de Grenoble dans le délai de deux mois à compter de la notification de la délibération ou de sa date d'affichage, ou à compter de la réponse d'Annemasse Agglo, si un recours gracieux a été préalablement déposé.